DÉBUT DES CONFÉRENCES RÉGIONALES SUR LA «RÉFORME» DE L'ÉDUCATION

La forme respectée en attendant le fond

Le processus d'évaluation du système éducatif se poursuit au niveau régional. Les directions de l'éducation s'attellent dès aujourd'hui à organiser des conférences régionales. Si le planning établi par le département de Baba Ahmed a été respecté, les acteurs du secteur déplorent la légèreté avec laquelle les discussions ont été menées.

Nawal Imès- Alger (Le Soir)- Pas de retard dans la conduite des discussions sur «la réforme de la réforme». Dans la forme, le timing est bien respecté mais c'est le fond qui fait l'objet de contestations.

Les syndicats du secteur estiment dans leur majorité que les débats n'ont pas été à la hauteur de l'événement. Meziane Meriane, coordonnateur du Cnapest, considère en effet que si le processus suit son cours, c'est la rapidité avec laquelle ont été menées les discussions qui pose problème.

C'est à «la va-vite» que les discussions ont eu lieu, affirme-t-il en ajoutant qu'il ne s'agit pas de «passer aussi rapidement sur une réforme qui engage l'avenir de toute une génération. Nous on avait préconisé de s'attarder sur les objectifs un à un mais il semble que ces discussions ne soient qu'une finalité malheureusement». Même constat du côté du Cnapest dont le porte-parole, Messaoud Boudiba, considère que l'information a mal circulé au niveau des établissements scolaires et que le timing est souvent méconnu de la part d'une grande partie de la famille de l'éducation.

En dépit de ce qui s'apparente à une mauvaise adhésion des différents acteurs, les Directions de l'éducation poursuivent la mise en œuvre du planning du ministère de l'Education en synthétisant les recommandations faites au niveau des établissements scolaires. A ce sujet, Meziane Meriane considère que s'il n'est pas interdit de recueillir les avis des parents d'élèves et de leurs enfants scolarisés, la réforme du système éducatif doit avant tout rester l'apanage des spécialistes. Il faudra cependant attendre la fin du processus de consultation qui sera couronnée par une conférence nationale pour connaître l'issue finale des discussions autour de ce que sera la prochaine réforme. Le ministre de l'Education avait cependant donné le ton.

Baba Ahmed avait averti : aucune intention de révolutionner le système éducatif dont le noyau ne subira aucun changement. Le successeur de Benbouzid estimant que la réforme «est celle d'un Etat et non pas celle des hommes» avait été formel. Il n'est pas dans son intention d'introduire de grands changements ni dans les programmes ni dans les méthodes d'enseignement.

Son département a défini trois axes de réflexion. Il s'agit de la formation des formateurs, de l'égalité des chances avec comme préoccupations majeures les conditions de scolarité, la remédiation scolaire, la prise en charge des enfants aux besoins spécifiques, et enfin la modernisation de la gestion pédagogique.

Photo : Samir Sid

Mériane estime que la réforme doit avant tout rester l'apanage des spécialistes

La communauté de l'éducation et les parents d'élèves attendent néanmoins beaucoup de cette réforme et placent en tête de leurs préoccupations, la surcharge des classes, les programmes trop chargés et l'absence de vie scolaire dans les établissements.

Les syndicats du secteur ont, quant à eux, formulé une série de propositions. Le dernier mot reviendra, cependant, aux assises nationales qui doivent se tenir du 9 au 11 avril prochain.

N. I.

APRÈS DIX JOURS DE BLOCAGE

Reprise de la production à Colaital

Le conflit syndico-syndical qui a pris en otage la laiterie publique de Birkhadem pendant dix jours, s'oriente vers le dénouement. Les travailleurs ont en effet, repris le service ce samedi en fin de journée. C'est le deuxième arrêt de la production qu'a connu la laiterie publique de Birkhadem (Colaital) depuis le début de l'année 2013, mais cette fois-ci, la situation de blocage n'a que trop duré au grand détriment des consommateurs et de la santé financière de l'entreprise. Dix jours de grève entre le 1er et le 9 mars 2013, avec 400 000 litres de lait retirés des étals de la capitale et de ses environs.

En dépit des mesures prises par l'Office national interprofessionnel du lait (ONIL), à savoir d'accorder des quotas de poudre de lait supplémentaires à six laiteries de la région d'Alger, afin de résorber le déficit, la tension sur ce produit de première nécessité était perceptible dans plusieurs quartiers. Les 400 000 litres produits d'habitude par Colaital ont ainsi été injectés journellement dans le marché à travers des productions supplémentaires assurées par d'autres laiteries, ce qui en principe écarterait tout risque de pénurie.

Mais comme les rumeurs sur la grève ont fini par affoler les consommateurs, beaucoup de citoyens ont vite fait de se bousculer devant les épiceries achetant plus de quantités de lait que leurs foyers n'en ont réellement besoin, pour constituer un stock. Un réflexe qui a engendré de facto, une situation de crise et de tension sur le marché, malgré la disponibilité du produit. Chose qui renseigne d'ailleurs, sur l'immaturité du consommateur qui se laisse prendre à chaque fois, au piège de la spéculation. Pour rappel, les travailleurs de Colaital sont rentrés en grève pour réclamer le départ du SG de leur section syndicale UGTA, qui de son côté refuse de jeter l'éponge. Lors du premier débrayage au mois de février qui a duré trois jours, un compromis a été trouvé, celui de geler l'activité de la section syndicale et d'aller vers de nouvelles élections.

Mais voilà que les travailleurs reprirent la grève au bout d'une semaine pour la maintenir durant dix jours, malgré une décision de justice la déclarant illégale, vu l'absence d'un préavis de grève. Les syndicalistes qui s'opposent à l'actuel SG de ladite section syndicale réclament cette fois-ci son départ pur et simple. Un nouveau compromis semble avoir été trouvé entre les deux parties, puisque les travailleurs ont repris le service ce samedi en fin de journée. En attendant le prochain épisode, beaucoup d'interrogations se posent et s'imposent sur un petit groupe de syndicalistes qui se disputent un siège, prenant en otage l'une des plus grandes laiteries de l'Algérie et avec elle, des milliers de consommateurs.

Mehdi Mehenni

ILS PRÉVOIENT UN SIT-IN DEVANT LA TUTELLE MERCREDI

Les enseignants du primaire et du moyen crient à des disparités

Il ne se passe pratiquement aucune semaine sans que l'éducation soit ébranlée par la fronde de l'une des «corporations», nombreuses à composer ce secteur.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Et les raisons de la colère ne pouvaient être que multiples. Cette fois-ci, ce sont les paliers du primaire et du moyen, autrefois regroupés dans le cycle fondamental, qui seront paralysés le temps d'une journée avant la fin de la semaine. En effet, un appel à un sit-in national devant l'annexe du ministère de l'Education nationale, sise à Ruisseau, à Alger, pour ce mercredi matin a été lancé par la Coordination nationale des enseignants et professeurs de l'enseignement fondamental, affilié au syndicat SNTE. Un rassemblement de protestation qui se veut pour les milliers de maîtres et d'enseignants une réponse au silence de la tutelle à l'égard de leurs revendications découlant toutes ou presque des disparités que consacre le nouveau statut particulier des personnels du secteur de l'éducation. Entre autres de ces «aberrations», des mensualités distinctes pour un même poste. Et à la coordination de réclamer des grades uniformes pour la même fonction qu'un décret ministériel, le 12-240, a totalement chamboulée tout comme l'intégration des enseignants ayant capitalisé une expérience dans les nouvelles classifications et celle des professeurs «intégrés» comme professeurs encadreurs en réduisant la durée de calcul de l'ancienneté et l'avancement automatique pour les grades de professeur principal et de professeur encadreur. Le chargé de la communication du SNTE n'hésite pas à parler de «professeurs en voie de disparités», en référence, justement à ces cas, nombreux, selon lui, où un tout nouveau MEP (maître de l'enseignement primaire) avec son bac+1 se retrouve avec un grade (catégorie 11) supérieur à celui de son collègue (catégorie 10), en fait, un de ses anciens maîtres d'école qui ont, pour leur majorité, opté pour une carrière dans l'enseignement primaire dans les années 1970 avec un niveau scolaire de terminale, voire de la 4e année moyenne.

Pour Abdelhakim Aït-Hamouda, les concernés, qui se comptent par milliers, aimeraient un geste de reconnaissance de leur tutelle, eux qui sont, presque tous, au crépuscule de leur carrière. «Ils souhaitent une reconnaissance même sur le tard en les mettant au même niveau que leurs nouveaux collègues», affirme notre interlocuteur. La coordination, qui avertit qu'elle n'abdiquera pas jusqu'au recouvrement de ce qu'elle considère comme les droits légitimes d'une corporation, veut tout simplement que les maîtres et enseignants des cycles primaire et moyen soient traités au même titre que leurs collègues du secondaire.

M. K.

LA REPRISE DES COURS A EU LIEU HIER

Trêve à l'ISMAS

Les cours ont repris hier à l'Institut supérieur des métiers des arts du spectacle et de l'audiovisuel (ISMAS). La commission mixte (tutelle et représentants des étudiants), installée jeudi dernier, pour la prise en charge des revendications des étudiants, se réunira aujourd'hui. L'occasion pour les étudiants de prendre «la température d'intention» du département de Khalida Toumi à concrétiser ses promesses.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Son premier pas a eu un écho favorable. La ministre de la Culture a réussi, en décidant d'une ouverture de dialogue, à maîtriser la colère des étudiants de l'ISMAS qui ont décidé de suspendre leur grève illimitée. Pour aboutir à une trêve, Khalida Toumi devra, cependant, démontrer sa bonne foi à régler définitivement les problèmes soulevés par les étudiants. Une bonne foi qui sera mise à l'épreuve, aujourd'hui, lors de la première réunion de la commission de travail regroupant les responsables du ministère de la Culture et les représentants des étudiants. Cet engagement à se pencher sur leurs doléances a redonné espoir aux étudiants de voir leurs conditions de travail s'améliorer. L'ambiance était, d'ailleurs, studieuse, hier, à l'institut, au premier jour de la reprise des cours, bloqués depuis le 12 février dernier par une grève illimitée des étudiants.

Chacun de ces derniers vaquait à ses préoccupations. Ceux ayant été exclus par le conseil de discipline, en raison d'absentéisme, s'interrogeaient sur leur sort. Bonne nouvelle, l'un de leurs camarades les informe que l'administration revient finalement sur sa décision. «Il faut introduire un recours» leur dit-il. Après quoi, ces étudiants peuvent rejoindre leurs classes. Les étudiants sont confiants quant à l'aboutissement heureux de leur plate-forme de revendications. «Les représentants du ministère de la Culture nous ont informés que notre dossier est sur la table du Premier ministre. Ceci nous réconforte» a indiqué l'un des étudiants. Selon ce dernier, certains problèmes peuvent être réglés dans l'immédiat, pour d'autres, une période ne dépassant pas un mois a été accordée à la tutelle. Il s'agit entre autres de la valorisation de leur diplôme. Un volet qui relève, cependant, selon les responsables du ministère de la Culture, du département de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Le ministère de la Culture a indiqué récemment qu'il va proposer comme solution, un diplôme d'études supérieures, équivalent à une licence, «dans le cas où l'application du diplôme LMD ne sera pas possible en raison du manque enregistré en matière d'encadrement, notamment dans le domaine audiovisuel».

Les étudiants attendent de la commission «de concrétiser l'application de solutions profondes et définitives mettant fin, une bonne fois pour toutes, aux problèmes qui ont longtemps gangréné notre établissement, seul institut en son genre dans le pays. Nous attendons aussi l'ouverture d'une enquête approfondie sur la gestion chaotique de notre institut qui est la principale raison de son état désastreux». La vie a repris certes son cours normal à l'ISMAS, mais les étudiants jettent la balle dans le camp du ministère à qui ils font porter la responsabilité de leur avenir et celui de leur institut.

S. A.